

Société

ÊTRE VIEUX : RELÉGATION OU SOLIDARITÉ ?

Chloé Morin, Daniel Perron, Jérôme Guedj

21/01/2021

Outre le débat sur les modalités du confinement ou du déconfinement des seniors lors de la crise pandémique, un autre sujet est en train d'émerger – ou plutôt de revenir avec brutalité sur le devant de la scène : celui de la condition même que nous réservons au vieillissement dans nos sociétés. Car on pense de plus en plus la vieillesse, non comme une chance de vivre plus longtemps, une force de l'expérience, mais comme un handicap de vivre hors des schémas de la vitesse et de l'agilité que l'on exige de chacun. Une réflexion éthique et politique salutaire.

Table des matières

Préface, *Jérôme Guedj*

Introduction

Première relégation : le sort des seniors au travail

Deuxième relégation : le passage à la retraite

Troisième relégation : l'assignation au rôle de poids mort et à l'invisibilité croissante

Du cinquième risque à la cinquième chance : repenser les solidarités

Préface

Jérôme Guedj

Cet essai claque comme un uppercut salutaire. Au moment où le monde entier, par les effets d'un virus particulièrement âgiste, a bien été contraint de (re)mettre la question des fragilités et du grand âge au cœur du débat public, Chloé Morin et Daniel Perron lâchent, pour mieux lui tordre le cou, la question qui fait mal. Celle qui a embrasé bien des discussions familiales confinées, quand la tentation simpliste et stigmatisante de confiner autoritairement les seuls vieux apparaissait

comme le sentier lumineux pour permettre aux jeunes, aux actifs, aux productifs, bref à tous les non-vieux, de renouer avec le monde d'avant. « Cachez ces vieux que je ne saurais voir pour me permettre à nouveau de jouir sans entraves » devenait le mantra pathétique des théoriciens de la prise de risques, enrichi parfois d'une rancœur larvée contre ces-vieux-qui-ont-tout-eu (les Trente Glorieuses, le plein-emploi, le boom de l'immobilier, la libération sexuelle...) et pour lesquels il faudrait en plus se sacrifier économiquement et socialement. Après le « OK boomer » sur fond de transition écologique, voici les prémices d'une guerre des âges, nouvelle fracture française dont on se passerait bien et qu'il est encore temps de tuer dans l'œuf.

Le lecteur embarqué par les réflexions et analyses stimulantes des deux auteurs se plongera avec une délectation teintée d'effroi dans deux petits ovnis littéraires auxquels j'ai souvent songé en parcourant ces lignes. Le Suédois Carl-Henning Wijkmark avait imaginé dès 1978, dans *La Mort moderne*, un glaçant séminaire gouvernemental secret dont l'unique objet, la « phase terminale de l'être humain », est d'explorer les voies et moyens pour résoudre le problème d'une population vieillissante trop coûteuse, en fixant une barrière d'âge à la vie même, limite juridique imposée par l'État au nom d'un bon sens effrayant : nous naissons tous au même âge, pourquoi ne pourrions-nous pas tous mourir au même âge ?

Vingt-cinq ans plus tard, au lendemain de la canicule de 2003 et de ses 19 000 morts – essentiellement âgés – en trois semaines en France (et 70 000 en Europe), Régis Debray empruntait lui aussi la forme du rapport administratif outrancier avec *Le Plan vermeil*. Il formulait une « modeste proposition » sous le nom de « Bioland », à savoir la réhabilitation d'une zone perdue de l'Ardèche en grand parc d'attractions pour les vieux en fin de vie... Objectif assumé : faire diminuer l'espérance de vie. Préconisation ironique et cruelle de mise en place d'une concentration des vieux sur un territoire autonome de la République.

Dans les deux cas, chez Carl-Henning Wijkmark et Régis Debray, la même forme absurde pour réveiller les consciences. Et pour mieux pointer ce qui se trouve au cœur du propos de Chloé Morin et Daniel Perron : le vieillissement demeure l'impensé des politiques publiques, mais aussi des acteurs privés ou associatifs. Ce déni devient intenable. La transition démographique est documentée, cliniquement prévisible. Mais *a contrario* de la transition écologique et de la révolution numérique, elle n'est pas regardée à sa juste mesure. C'est l'invisibilisation des vieux, sur laquelle insistent Chloé Morin et Daniel Perron, qui fait ici des ravages.

J'écrivais déjà dans *Plaidoyer pour les vieux* :

« Notre société est obsédée par le mythe de la jeunesse, ses représentations colonisent tout ce qui

frappe l'imaginaire collectif, de la publicité aux séries télévisées qui célèbrent l'adolescence et l'adulthood comme les âges d'or de l'accomplissement du moi moderne, ultraconnecté à un monde dont la vitesse s'accélérerait sans cesse. Cette obsession relayée par les *mass media* n'a rien d'anodin, la jeunesse qu'il faut absolument conserver et célébrer se confond au mythe de la performance relayée par la culture dominante produite par le libéralisme, exigeant de chacun d'être et de rester performant dans une économie qui ne tolère ni les faibles, ni les indigents, ni les cabossés de la vie. Les vieux sont, dans *linguae economicae*, hors champ. On les y intègre ici et là, en tant que public spécifique ou cible commerciale, comme un groupe à part, traité dans un champ exclusif, celui « du troisième âge », du « quatrième âge », des « seniors », etc. Cette exclusion de fait du collectif a des répercussions politiques : ils sont un sujet secondaire, quand ils sont un sujet. Un hochet électoraliste, un moment d'empathie dans un discours, une publicité pour des contrats d'assurance obsèques passée juste après le 13 heures de TF1...

La lecture du baromètre annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel de 2019 en fournit une illustration qui n'a rien d'anecdotique : les personnes de 65 ans et plus ne sont présentes qu'à hauteur de 6% sur les écrans de télé alors qu'elles représentent près de 21% de la population. En 2019, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) a recensé la visibilité des personnes âgées dans les journaux télévisés du soir depuis 2009, sur les six grandes chaînes de télévision française. En dix ans, seul 1,2 sujet par jour en moyenne a traité du vieillissement, du troisième âge ou de la retraite, soit 1,4% de l'offre totale d'information des journaux télévisés de 20 heures.

L'invisibilisation frappe aussi celles et ceux qui accompagnent les personnes âgées. Ces métiers du lien, du soin et de l'accompagnement, essentiellement féminins, demeurent sous la toise. C'est ce qu'illustre l'épisode fâcheux de la « prime Covid », immédiatement décidée pour les soignants à l'hôpital ou en Ehpad, mais imparfaitement mise en œuvre pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile, avec de fortes disparités d'un département à l'autre. On lira la passionnante note de Denis Maillard sur « l'improbable reconnaissance du back office de la société », publiée par la Fondation Jean-Jaurès en avril 2020, pour mesurer le décalage entre utilité sociale et reconnaissance symbolique, statutaire et salariale.

Pour dépasser cette invisibilisation des vieux et appréhender la révolution de la longévité, ni angélisme (la solidarité s'organisera spontanément), ni catastrophisme (le tsunami gériatrique va tout balayer économiquement dans des sociétés de rentiers et en coût astronomique pour l'assurance maladie et le système de santé). Mais une nécessaire planification méthodique, qui n'enferme pas les enjeux du vieillissement dans le seul prisme, certes nécessaire mais étroit, des questions sanitaires ou médico-sociales : « L'arbre de la dépendance ne doit pas cacher la forêt du vieillissement », écrivait Luc Broussy dans son rapport préparatoire à la loi éponyme de 2015. Loi

dont Chloé Morin et Daniel Perron relèvent à juste titre qu'elle est restée au milieu du gué, notamment pour avoir négligé les orientations du rapport annexé, qui mettait l'accent sur les enjeux d'habitat et de logement, de mobilité, d'adaptation de l'espace public, d'accès aux commerces et aux services, de participation citoyenne... Il serait fort opportun de relire ce rapport au moment où se prépare la loi « Grand âge et autonomie », pour incarner le virage de la prévention : la perte d'autonomie n'est pas une fatalité et la prévention en la matière s'appelle « adaptation de la société au vieillissement ».

Cette loi, annoncée par le président de la République en juin 2018 au lendemain d'un mouvement social inédit dans les Ehpad, réclamant déjà plus de moyens humains, promise pour fin 2019 mais régulièrement repoussée de six mois en six mois, et qui devait être le « marqueur social de ce quinquennat », selon le Premier ministre Édouard Philippe dans son discours de politique générale de juin 2019, est encore dans les limbes. Avec ce paradoxe terrible : une crise sanitaire qui a surligné les enjeux du vieillissement, la nécessaire évolution du modèle de l'Ehpad, la question jusque-là négligée de l'isolement des personnes âgées... n'a pas encore débouché sur une priorité effective donnée au sujet.

Les rapports commandés par l'exécutif s'accumulent : 7 depuis mai 2018, pas moins de 411 propositions sur la table ! Certes, le principe acté de la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale est la résultante immédiate (et peut-être inattendue) de cette crise, mais les incertitudes sur son périmètre, sa gouvernance, son articulation avec la future loi « Grand âge et autonomie » et surtout sur son financement (ampleur et modalités) sont telles qu'il est largement prématuré de parler de tournant historique.

La malédiction procrastinatrice qui semble frapper le sujet depuis vingt ans et les grandes réformes des années 2000 (réforme de la tarification des Ehpad en 1999, création de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) en 2001, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) en 2004) va-t-elle encore sévir ? Il nous revient d'empêcher cela. Tous les militants de l'âge dont je suis se félicitent de l'irruption dans le débat public de cet enjeu pour le rendre désormais incontournable et construire le nécessaire rapport de force. Quand l'ancienne ministre Michèle Delaunay, Laure Adler ou Pascal Bruckner prennent la plume pour porter ces questions au premier plan, quand 150 personnalités politiques, économiques, sociales, culturelles signent dans *Le Monde* un manifeste pour une « révolution de la longévité » en mai 2020 et s'engagent à faire leur cette mobilisation pour une transition démographique réussie, on peut espérer que ce sursaut s'opérera. Le livre de Chloé Morin et Daniel Perron nous y aide.